

Plate-forme Africaine des Villes Propres

Plan initial de la Plate-forme et principaux points discutés
sur le plan

27 avril 2017

**Organisateurs de la Réunion Préparatoire de la
Plate-forme**

1 Introduction

Parallèlement à la croissance économique et à l'urbanisation, les problèmes liés à la gestion des déchets deviennent de plus en plus critiques dans les pays africains, à cause d'une insuffisance des services de ramassage et un traitement inapproprié. Le rejet et l'incinération illégaux des déchets entraînent des effets nuisibles sur l'environnement et la santé humaine. Ils peuvent nuire aux activités économiques et créer des maladies infectieuses et d'origine hydrique, en particulier dans les zones insalubres. De plus, la gestion des déchets ne constitue pas une politique prioritaire dans de nombreux pays africains. Ainsi, les gouvernements locaux ne disposent pas de ressources financières et humaines, ni d'équipements et d'installations suffisants, et ces dernières manquent en outre de capacités opérationnelles et de capacités de maintenance. Par ailleurs, la population urbaine africaine qui est actuellement d'environ 450 millions de personnes (40 % de la population totale) augmente et devrait tripler d'ici 2050. Il s'agit donc d'un défi considérable pour les pays africains de prendre en charge de manière durable le coût de l'assainissement urbain. De plus, les Objectifs de développement durable (ODD), adoptés en septembre 2015, incluent des cibles spécifiques pour la gestion des déchets tels que les cibles 11.6 et 12.5. Des efforts considérables sont attendus de la part de chaque pays africain pour établir leurs propres cibles nationales et surveiller leur progrès avec les méthodologies qui seront établies par les agences des Nations unies.

Cible 11.6 : D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets

Indicateur 11.6.1 : Proportion de déchets urbains solides régulièrement collectés et éliminés de façon adéquate sur le total des déchets urbains solides générés, par ville

Cible 12.5 : D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation

Indicateur 12.5.1 : Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés.

Pour répondre à ces problèmes, lors de la 6^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) au Kenya le 28 août 2016, l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) a organisé un séminaire sur la gestion des déchets en Afrique intitulé « Développement des capacités de gestion des déchets en Afrique pour parvenir aux ODD relatifs à la gestion des déchets : Vers des villes propres et saines en Afrique », en coopération avec le comté de Nairobi, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), et le Ministère japonais de l'Environnement (MOEJ). Près de 180 participants issus des gouvernements ou du secteur privé de neuf pays africains ont réaffirmé l'importance de la gestion des déchets appropriée dans les villes d'Afrique, partagé leurs bonnes pratiques et les

leçons apprises et ont conclu le séminaire en déclarant la promotion de nouvelles coopérations, telle que l'établissement d'une Plate-forme entre les pays africains et les organisations partenaires pour renforcer le partage des connaissances et le réseautage.

Pour donner suite à la TICAD VI, et compte tenu de la conclusion mentionnée précédemment, le MOEJ et la JICA ont proposé l'établissement d'une Plate-forme pour promouvoir la gestion des déchets ainsi que les ODD en Afrique, qui a été nommée « Plate-forme Africaine des Villes Propres », et ont organisé une réunion préparatoire et un séminaire de partage des connaissances sur le « Projet de promotion d'activités 3R durables à Maputo » avec la municipalité de Maputo (Mozambique), le ministère de la Terre, de l'Environnement et du Développement rural du Mozambique, le PNUE, et le ONU-HABITAT, du 25 au 27 avril 2017 à Maputo, au Mozambique.

L'objectif de ce document est de guider les actions nécessaires, telles que la planification d'activités concrètes et d'élaborer les dispositions institutionnelles de la Plate-forme. Ce document inclut le plan initial de la Plate-forme ainsi que les principaux points discutés au sujet du plan, qui ont été résumés sous la responsabilité des coorganisateur de la réunion préparatoire. Lors de la réunion, les pays participants ont exprimé leur ferme soutien à l'idée de la Plate-forme et se sont montrés enthousiastes à l'idée d'utiliser les activités de la Plate-forme. Le plan initial a été accepté de principe par tous les participants, et tout ce qui a été apporté lors des discussions sera utilisé effectivement pour les prochaines actions.

2 Plan initial de la Plate-forme

2.1 Mission

La mission de la Plate-forme (ou en d'autres termes, l'objectif global que la Plate-forme a pour vocation de réaliser) est :

« D'ici 2030, les pays africains parviendront à avoir des villes propres et saines et à réaliser les ODD relatifs à la gestion des déchets. »

2.2 Vision

La vision de la Plate-forme (ou en d'autres termes le rôle que la Plate-forme a pour vocation de jouer afin de réaliser sa mission) est :

« Fournir une Plate-forme ouverte pour soutenir les pays africains et leurs villes afin de trouver leurs propres mesures et solutions pour la gestion des déchets appropriée et la réalisation des ODD. »

2.3 Objectifs

(1) Partage des connaissances et réseautage :

Promouvoir le partage des expériences, des bonnes pratiques et des leçons apprises

parmi les pays africains par l'intermédiaire de séminaires et d'ateliers, et promouvoir un réseautage entre les gouvernements centraux, les collectivités locales, les instituts de recherche, le secteur privé, etc., en Afrique et autres régions

(2) Promotion des cibles des ODD relatifs à la gestion des déchets :

Faciliter la collecte des données, le suivi et la publication des progrès des cibles des ODD dans les pays africains

(3) Promotion de l'investissement dans le domaine de la gestion des déchets :

Fournir des informations sur les demandes en assistance technique et financière afin de trouver des organisations partenaires

2.4 Activités attendues

(1) Réunion et séminaire de partage des connaissances annuels

Des séminaires et des réunions seront organisés au moins une fois par an dans des pays africains afin de partager les connaissances, les bonnes pratiques et les leçons apprises sur la gestion des déchets (c.-à-d. sur le ramassage et le transport des ordures, le traitement intermédiaire, y compris les activités 3R, le traitement final approprié, ainsi que la planification et la gestion financière), et les méthodes de collecte des données et de suivi pour réaliser les ODD.

(2) Partage des connaissances/Programmes de formation au Japon

Plusieurs programmes au Japon seront organisés chaque année, par exemple, certains pour les décideurs et responsables des politiques afin de sensibiliser et d'améliorer l'élaboration et la planification des politiques, les autres pour les professionnels sur les méthodes et technologies appropriées pour une meilleure gestion des déchets. Le contenu des programmes inclura un programme de partage des connaissances sur les expériences et politiques effectives au Japon et en Afrique, des visites d'étude dans des installations liées au traitement des déchets et aux activités 3R, etc. ainsi que des opportunités d'échange et de réseautage avec les municipalités, les instituts de recherche, le secteur privé, etc., au Japon.

(3) Soutien au suivi des ODD et publication du profil des pays relatif à la gestion des déchets solides en Afrique

Pour clarifier les problèmes et la situation de la gestion des déchets solides dans les pays africains, ainsi que les demandes en soutien technique et financier à partir des problèmes et situations qui auront été clarifiés, le suivi des ODD et la publication du profil des pays relatif à la gestion des déchets solides en Afrique seront soutenus à travers ce qui suit :

- 1) Ateliers/formations sur la gestion des données et le suivi des ODD ;
- 2) Réalisation d'études pilotes dans des pays sélectionnés pour la collecte de données et le suivi des ODD ;

- 3) Préparation et rapports relatifs au profil du pays dans chaque pays ;
- 4) Organisation/analyse des données/informations contenues dans les profils des pays ;
- 5) Publication d'un rapport sur la gestion des déchets solides en Afrique en tant que recueil de données sur le Site Internet de la Plate-forme.

(4) Plaidoyer et diffusion/Informations de base

Afin de partager des informations relatives aux problèmes et à la situation de la gestion des déchets solides et sur les conditions de réalisation des ODD dans les pays africains, ainsi que pour promouvoir une assistance technique et financière basée sur les problèmes et situations clarifiés, le secrétariat créera un site Internet dédié à la Plate-forme, fournira des informations relatives aux activités de la Plate-forme, publiera un rapport sur la gestion des déchets solides en Afrique avec les profils des pays, etc. par l'intermédiaire du site Internet, et fournira des nouvelles relatives aux activités de la Plate-forme par l'intermédiaire des sites de réseautage social.

En outre, des activités de plaidoyer et de diffusion seront mise en œuvre afin de relever la priorité des politiques, en plaidant auprès de la CMAE ou de l'UA, et en recherchant de nouveaux accès aux ressources financières, en élargissant les partenariats avec les autres pays donateurs, les institutions financières multilatérales et le secteur privé.

2.5 Structure opérationnelle

2.5.1 Adhésion

La Plate-forme sera ouverte aux gouvernements centraux, aux collectivités locales, aux villes, au secteur privé, ainsi qu'aux ONG (société civile) et organisations internationales, etc. Chaque membre devra fournir au secrétariat (la JICA à titre provisoire) les coordonnées de son agent de coordination.

Les membres devront contribuer à la Plate-forme en (1) partageant leurs connaissances sur la gestion des déchets solides, et (2) en partageant leurs données sur les problèmes et la situation de la gestion des déchets solides dans leur pays/villes en y incluant les données de référence relatives aux ODD.

2.5.2 Secrétariat

Au stade initial, le rôle du secrétariat sera tenu par le MOEJ et la JICA, et consistera à rechercher et identifier les modalités appropriées de la Plate-forme en concertation avec les pays africains et les autres organisations. Ultérieurement, l'installation du secrétariat en Afrique sera considérée.

2.6 Calendrier temporaire de mise en œuvre

Calendrier temporaire de mise en œuvre vis-à-vis de la TICAD VII en 2019 :

2017 :

- Séminaire de partage des connaissances, réunion préparatoire, établissement de la

Plate-forme à Maputo, Mozambique ;

- Activités de diffusion à la conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) en juin et à l'association internationale pour les déchets solides (ISWA) en septembre ;
- Établissement du secrétariat ;
- Étude pilote/formation sur le suivi des ODD et les profils des pays (-2019, à examiner) ;

2018 :

- Partage des connaissances/programmes de formation sur la gestion des déchets pour l'Afrique à Yokohama (en anglais) ;
- Activités de diffusion ;
- Réunion et séminaire de partage des connaissances annuels en Afrique ;

2019 :

- Partage des connaissances/programmes de formation sur la gestion des déchets pour l'Afrique à Yokohama (en anglais, français) ;
- Activités de diffusion ;
- Réunion et séminaire de partage des connaissances annuels en Afrique.

Bien que le calendrier à long terme jusqu'à 2030 soit encore temporaire, l'année ciblée par les ODD est le suivant :

2019 : TICAD VII

- Publication du rapport sur la gestion des déchets solides en Afrique avec les données de référence sur les ODD ;
- Définition d'une initiative pour la réalisation des ODD ;

2030 : Année ciblée par les ODD

- Parvenir à obtenir des villes propres et saines en Afrique.

3 Principaux points discutés au sujet du plan initial lors de la réunion

3.1 Activités attendues

Les participants ont exprimé les attentes suivantes vis-à-vis de la Plate-forme :

- Des ateliers de partage des connaissances et des réunions annuelles continues jusqu'à 2030
- Un partage des connaissances par l'intermédiaire de sites Internet, en utilisant des approches innovantes telles que des sites de réseautage social, des conférences par Internet, des bases de données, ou des programmes de formation par Internet
- Application/dissémination des logiciels existants, tels que les outils de planification utilisant un SIG pour les collectivités locales au sujet de la gestion des déchets, développés au Sénégal ;
- Invitation du secteur privé avec différentes technologies et approches innovantes, et des autres parties prenantes à la Plate-forme ;
- Considération des différences de langage (anglais, français et portugais) ;
- Service régulier d'assistance technique pour les professionnels de la gestion des déchets ;
- Inclusion des déchets liquides et des matières fécales afin de couvrir de manière globale les problèmes des déchets ;
- Atelier et/ou programmes de formation sur la gestion des déchets solides, en particulier sur les sujets suivants :
 - Développement des capacités des gouvernements et des collectivités locales, ainsi que du secteur privé ;
 - Développement du cadre légal, y compris les lois, réglementations, directives, stratégies nationales et plans directeurs concernant la gestion des déchets solides ;
 - Amélioration du ramassage des ordures/du système de transport ;
 - Amélioration et gestion des dépotoirs ;
 - Transition vers des dépotoirs salubres, en appliquant par exemple la méthode Fukuoka (semi-aérobique) ;
 - Introduction des activités 3R, y compris de sensibilisation du public, de compostage, etc. ;
 - Traitement des déchets dangereux ;
 - Collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour le ramassage des ordures ;
 - Problèmes financiers, y compris le recouvrement des coûts et l'accès aux ressources financières ;
 - Introduction de nouvelles technologies telles que la valorisation énergétique des

déchets, y compris la production d'énergie renouvelable à partir des déchets agricoles ;

- Collecte de données et suivi des indicateurs des ODD ;

Les participants ont exprimé leur volonté de contribuer à la Plate-forme avec les mesures suivantes :

- Partage de l'expérience en matière de bonnes pratiques et de leçons apprises dans chaque pays, y compris les projets de la JICA (ex. : ramassage à heures et lieux fixes au Soudan) ;
- Conduite de leurs propres études pour la collection de données relatives à la gestion des déchets et au suivi des ODD ;
- Promotion du réseautage dans les pays et villes d'Afrique ;
- Promotion de la coopération Sud-Sud ;

3.2 Structure opérationnelle

Les participants ont exprimé les contributions potentielles suivantes à la Plate-forme :

- Assurer le secrétariat de la Plate-forme (suggéré par le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, la Namibie, et la Zambie)
- Organiser les réunions annuelles (suggéré par le Cameroun)

Par ailleurs, les recommandations suivantes ont été exprimées au sujet de l'adhésion :

- Une évaluation périodique des performances a été suggérée, afin que les résultats de la Plate-forme puissent être clairs et que la comparaison puisse mener à l'exercice d'une pression en cas d'inaction.
- Il a été recommandé d'adopter certaines exigences pour l'adhésion.

3.3 Commentaires et contributions attendues à la Plate-forme par les autres participants

Le PNUE s'est réjoui de la création de la Plate-forme et s'est déclaré ravi de pouvoir y participer. Il soutiendra les pays africains en partageant les informations accumulées au Centre international de technologies environnementales du PNUE (IETC) à Osaka, au Japon, au sujet de la gestion des déchets solides. Il a également l'intention de co-assurer le secrétariat de la Plate-forme avec le ONU-HABITAT à Nairobi, au Kenya, sous réserve de l'approbation du directeur général. Il a recommandé que l'adhésion soit élargie aux chercheurs, aux investisseurs et à la société civile, car les problèmes de la gestion des déchets ne pourront être résolus qu'en impliquant de telles parties prenantes. Il a invité la JICA à la réunion bisannuelle de la CMAE en juin, et a suggéré d'organiser une session spéciale pour les ministres, pour éventuellement conduire à des résolutions, ainsi qu'à la concrétisation de plans d'action pour aider à avoir accès aux fonds mondiaux relatifs au climat et à l'environnement.

Le ONU-HABITAT est très coopératif à la Plate-forme et en fait déjà partie. Grâce à son bureau régional pour l'Afrique (ROAf), il peut fournir aux pays africains les méthodes et outils nécessaires à la collecte des données sur la gestion des déchets et sur les ODD. Il a également mentionné sa volonté d'assurer conjointement avec le PNUE le secrétariat de la Plate-forme, sous réserve de l'approbation du directeur général. Il a également suggéré qu'une assistance pour l'ébauche des propositions du projet serait importante, afin de maximiser l'utilisation des ressources financières existantes.

Le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique (SDGC/A) a présenté brièvement son rôle en tant qu'organisation internationale autonome ayant pour mission d'assister les pays africains à réaliser les ODD d'ici 2030, et a suggéré sa contribution potentielle à la Plate-forme, en concevant et en mettant en œuvre les activités de recherche, en développant des systèmes de suivi et d'évaluation basée sur le cadre de suivi des ODD, en menant des analyses des politiques, en concevant des programmes de diffusion, en rassemblant et en diffusant les bonnes pratiques, en menant des activités de formation et de construction des capacités, et en sensibilisant et en plaidant auprès des dirigeants des gouvernements africains. Le comité directeur du SDGC/A comprend des chefs d'État ainsi que des chefs d'entreprise, des universitaires et des membres de la société civile influents. Le comité a également mentionné sa volonté d'assurer le secrétariat de la Plate-forme.

La ville de Yokohama a annoncé son intention de soutenir activement la Plate-forme en organisant et en aidant le partage des connaissances/les programmes de formation et en recevant en visite à Yokohama les principaux dirigeants africains.